

La consolidation de la paix au Burundi

Après une guerre civile qui a duré des années, le Burundi entame une marche prudente vers la paix. La communauté internationale reste méfiante, mais la Belgique n'entend pas tourner le dos au Burundi. Le service *Consolidation de la Paix* a soutenu d'innombrables initiatives pour le rétablissement d'une société viable.

Lorsqu'en août 2000, les accords de paix d'Arusha furent signés, le défi à relever était énorme : un gouvernement de transition devait mener le pays vers des élections avant de céder le flambeau à un gouvernement élu de manière légitime destiné à travailler à la reconstruction de l'état, à l'amélioration des conditions de vie de la population, et au développement du pays. Le Burundi semblait néanmoins avoir été oublié par la communauté internationale. Suite à l'embargo imposé pendant plusieurs années à l'encontre du pays, qui a surtout touché la population, le gouvernement du pays a dû attendre longtemps avant de pouvoir inspirer à nouveau confiance.

Burundi	en EUR
2004	3.578.107
2005	3.434.173
2006	3.352.327
2007	4.873.211
Totaux	15.237.818

Financement des programmes "Consolidation de la Paix"

La Belgique a toujours été un ardent défenseur, et parmi les premiers, de la reprise de la coopération au développement avec le Burundi. Il faudra pourtant attendre octobre 2006 pour voir se réunir une première Commission mixte belgo-burundaise. Dans l'intervalle, le gouvernement belge avait néanmoins pu faire appel, entre autres, aux fonds destinés à la "Prévention des conflits" et la "Diplomatie préventive" gérées par le service *Consolidation de la Paix*.

L'appareil judiciaire

Après une longue période d'insécurité, de violations des Droits de l'Homme et d'impunité, le rétablissement de l'appareil judiciaire s'affiche comme priorité absolue. Un tiers du budget en faveur de la prévention des conflits au Burundi est allé au cours des quatre dernières années aux ONG spécialisées comme *Avocats sans frontières*, *Réseau des Citoyens – Citizens' Network (RCN) Justice & Démocratie*, et à *Penal Reform International*. Leur mission : soutenir le gouvernement et la société dans le cadre du développement d'un état de droit fiable et efficient. D'autres acteurs bilatéraux et internationaux rejoignent maintenant les initiatives et efforts qui ont été entrepris en ce domaine par ces associations "pionnières".

La démocratie

La deuxième priorité est le renforcement des institutions démocratiques. Par le truchement de l'*Association des parlementaires européens pour l'Afrique (AVEPA)*, le parlement burundais bénéficie depuis plusieurs années d'une aide, tandis que les élections de 2004 ont été soutenues financièrement, grâce à la participation d'autres donateurs (notre pays a accordé une subvention de 2 millions EUR).

La démocratie ne peut fonctionner que si la liberté d'expression est garantie. Au Burundi, plusieurs tentatives ont été faites pour museler

la presse, mais grâce, entre autres, au soutien actif de la Belgique, elles se sont toutes soldées par un échec. Le pluralisme est essentiel au bon équilibre de la société, d'où la diversification du soutien accordé aux médias par le service *Consolidation de la Paix*: la radio et la télévision nationales ont obtenu une aide à hauteur de 3 millions EUR (voir encadré). Mais parallèlement aussi, des radios libres (*Radio Publique Africaine*, *Radio Isanganiro*), le magazine *Iwacu*, la production d'un feuilleton radiophonique pour la prévention des conflits, des projections de films dans les villages sur le thème du dialogue et de la réconciliation (caravane cinéma itinérant, *Iriba*), ainsi que des projets pour la formation de la presse écrite et parlée par le biais des ONG comme *Panos* et *Infosud* ont bénéficié de notre soutien.

Les réfugiés et les armes

Qui dit guerre, pense inévitablement aux réfugiés et aux armes. Ce n'est donc pas par hasard qu'un montant de 1,5 million EUR a été prévu pour la préparation et l'accompagnement du retour des réfugiés grâce à des organisations telles que *CARAES*, le *Conseil norvégien pour les réfugiés*, et le *Refugee Education Trust* (qui accorde une attention spéciale au rapatriement des enseignants et des élèves). Un projet spécifique concerne notre soutien au Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés. Ce projet vise à aider le gouvernement tanzanien à mettre en œuvre sa décision d'accorder la nationalité tanzanienne à 200.000 Burundais réfugiés depuis 1972, qui se sont entre-temps entièrement intégrés. Un exemple dont pourraient s'inspirer beaucoup d'autres pays !

En ce qui concerne les armes, le service *Consolidation de la Paix* a accordé au cours des années passées plus d'un million EUR d'aide à *Handicap International* et à *Dan Church Aid* pour la lutte contre les mines anti-personnel et pour le déminage. Le *Centre régional pour*

la lutte contre les armes légères (RECSA) reçoit, de pair avec l'ONG belge *GRIP*, une aide financière pour l'élaboration d'un plan national sur cette problématique.

Les femmes

Enfin, à l'issue d'un conflit grave, le rôle des femmes est généralement sous-estimé alors que leur contribution est pourtant d'un intérêt capital. C'est pourquoi la Belgique a consacré, au cours des quatre dernières années, plus d'un million EUR pour soutenir le programme de *Search for Common Ground*, qui encourage les femmes à s'impliquer activement dans la démocratisation de la société burundaise.

Même si notre coopération bilatérale est devenue entre-temps beaucoup plus intense, le rôle spécifique du service *Consolidation de la Paix* est encore loin d'être terminé. De nouveaux projets sont en gestation : le dernier groupe rebelle (FNL) devra encore être réintégré dans les forces de sécurité, les institutions publiques et la société. Il est également prévu qu'il abandonne définitivement la lutte armée pour se transformer en parti politique. Cela aussi a un coût, non seulement en termes de prise en charge, mais aussi de formation. Dès lors, pourquoi ne pas songer, d'emblée, une initiative de formation dont pourraient bénéficier tous les partis politiques ? Et comment le Burundi s'y prendra-t-il pour gérer son passé violent ? Notre aide devrait permettre aussi prochainement aux institutions de justice transitionnelle (*Commission Vérité et Réconciliation et Tribunal Spécial*) de répondre le mieux possible à la nécessité de faire toute la lumière sur les violences qui ont endeuillé le peuple burundais depuis plus de quarante ans, de faire œuvre de justice, et de permettre ainsi la réconciliation. Restez donc à l'écoute ! ■

Marc Van Wymeersch et Ivan Godfroid

Pour la démocratie, réhabilitation de la Radio-Télévision

Ce projet de mutation de la Radio-Télévision Nationale du Burundi (RTNB) a germé en 2002, quand le Burundi est entré dans une phase cruciale de transition politique. L'idée était de permettre à cette institution, identifiée depuis toujours à un pouvoir autoritaire, de jouer un rôle dans la démocratisation du pays : s'il fallait partager le pouvoir, pourquoi ne pas faire de la radio-télévision nationale un vrai service public, pluraliste et utile à tous les citoyens ?

La mutation a été menée en plusieurs étapes depuis les premières missions exploratoires en 2002 et 2003, la création de l'ASBL *Kabondo* et le lancement des opérations en septembre 2004. Elles ont été clôturées en 2007 sur un constat général de succès. Sur le plan technique, la réussite est totale. La RTNB, qui était pratiquement en ruine, avec des matériels en fin de vie, a été entièrement numérisée, jusqu'à la diffusion par serveurs, en radio comme en télévision. C'est peut-être un record du monde audiovisuel de mutation technologique. L'informatique est partout, les équipements de production sont neufs, le personnel a été formé à tous les échelons pour les faire fonctionner.

Au plan des programmes et de l'information, l'évolution a été nette, impressionnante pour ceux qui connaissaient l'ancienne station au contenu monolithique. La démonstration du changement a été faite dès les élections de 2005 : la radio-télévision nationale a couvert tout le processus électoral (pas moins de six scrutins) avec une maîtrise déontologique qui a d'abord étonné puis forcé le respect. Les programmes eux aussi se sont diversifiés et améliorés dans le sens de la rigueur et de l'utilité publique (nouvelles grilles pour la télévision et pour la deuxième chaîne radio). Les turbulences politiques de fin 2006 et 2007 n'ont pas facilité les choses, mais le pluralisme est demeuré la règle de base.

Reste le problème de la gestion, de l'organisation du travail et du fonctionnement des services. La RTNB est une vieille structure, avec des pesanteurs de tous ordres, des rémunérations trop faibles pour mobiliser le personnel à temps plein et un sous-financement chronique qui bride les initiatives et limite le champ de la production. Mais contre cela, l'ASBL *Kabondo* ne pouvait pas grand-chose. Ce combat-là dépasse l'enjeu audiovisuel, il touche aux fondements de la question burundaise. Bref, comme on dit, "c'est une autre histoire"...

JF Bastin